

Madame Audrey Azoulay,

Directrice Générale de l'UNESCO.

Andorre, 8 avril 2022

Chère Madame Azoulay,

Nous sommes un groupe de citoyens andorrans réunis autour d'un mouvement totalement apolitique, nommé AD.HOC qui a pour but le développement équilibré et harmonieux de la Principauté d'Andorre, dans ses aspects environnementaux, sociaux, économiques et culturels.

Il se trouve que d'après nos renseignements, les autorités du pays ont sollicité auprès de l'organisme que vous avez l'honneur de diriger, l'aval pour pouvoir disposer du titre de "Andorre, Pays Réserve de la Biosphère." Or d'après la perception de nos adhérents ainsi que d'une partie de la citoyenneté andorrane, le pays est en proie à une spéculation immobilière qui n'offre aucune garantie de développement durable pour un pays à la fois extrêmement petit et fragile.

Nous constatons chaque jour un ballet de camions toupies, de poids lourds, d'engins de travaux publics, de cimentation, de constructions de grandes dimensions au détriment du peu d'espaces encore disponibles dans un pays aux dimensions réduites qui nous font craindre que tout développement soutenable sera mis à mal dans les plus brefs délais, si ce n'est pas déjà le cas, entraînant par ailleurs une augmentation exponentielle du prix du logement.

Le projet d'implantation d'un laboratoire P3, entre autres, serait en totale contradiction avec un environnement disposant déjà du label « Ordino Réserve de la Biosphère ».

Un rapport effectué en 2008 et actualisé en 2013 et auquel l'UNESCO elle-même avait participé, soulignait que nous avions largement dépassé le seuil de tolérance. Or, en dix ans l'affection s'est particulièrement aggravée.

Il s'agit donc pour nous d'un sujet majeur d'inquiétude et c'est avec l'espoir que le prestigieux organisme que vous dirigez ne donnera pas l'aval à une façon de faire qui détruit non seulement le paysage et ses ressources naturelles, mais également le bien-être de ses habitants, en faisant de l'Andorre un produit spéculatif au détriment de tout ce qui constitue un pays.

Connaissant votre engagement personnel pour la durabilité environnementale, mais aussi de par la fonction auprès de l'UNESCO qui est la vôtre, il nous a paru essentiel d'attirer votre attention sur les risques encourus pour notre petit pays.

Nous restons à votre disposition pour toute suite que vous souhaiteriez donner à notre pétition, et nous vous ferons parvenir dans les plus brefs délais un dossier illustratif.

Nous vous prions de recevoir, Madame Azoulay, l'expression de nos sentiments respectueux.

AD.HOC. [ad.hoc.andorra@gmail.com](mailto:ad.hoc.andorra@gmail.com)

(suivent les noms et professions des signataires.)